

Le blocage de Mobutu est toujours là

(suite de la page 11)

tension, le collège fédéral de l'Anader/Sud-Kivu se tient à la doctrine du parti "Anader". Notamment, le dialogue, la tolérance, la non-violence, le respect et l'acceptation de l'autre. Ceci dit que les deux familles politiques doivent s'accepter, se reconnaître, reconnaître les devoirs et obligations de l'autre dans le cadre d'un dialogue franc. Il faudra pour cela que la Présidence et la Primature ne demeurent plus dans l'extrémisme. Faire de concession.

3. Au Gouvernement de Transition de Large Union Nationale, l'ANADER/Sud-Kivu voudrait proposer une thérapie pour sortie le pays du gouffre économique et politique.

En matière économique, l'ANADER propose d'arrêter et de chasser du concert économique tous les mécanismes d'enrichissement frauduleux. Il encourage le renforcement de la monnaie et du pouvoir d'achat des zairois, l'épargne nationale pour provoquer l'investissement, le développement du secteur agricole.

Politiquement, l'ANADER/Sud-Kivu propose que les institutions et les organes politiques répondent aux réalités politiques d'une véritable démocratie pluraliste pour permettre au peuple zairois de légitimer ses représentants. Ce peuple devra se choisir librement ceux qui conduiront les affaires de l'Etat à tous les niveaux (collectivité, zone, région,...)

Mwindulwa Kitamya
Président provincial
de l'ANADER/Sud-Kivu

RADIF : En violant l'Acte de Transition, Mobutu bloque le processus démocratique

Celui qui bloque le processus démocratique, c'est le Président de la République Mobutu Sese Seko, en violant le compromis politique global et de l'Acte portant dispositions constitutionnelles relatives à la période de Transition, en refusant de s'impliquer dans l'Acte ci-dessus cité juste après l'élection par la CNS, d'Etienne Tshisekedi wa Mulumba comme premier ministre du gouvernement de transition. Le schéma ; il fut que le Président de la République laisse le pouvoir au Premier ministre suivant l'esprit de l'Acte qui régit le gouvernement de transition.

Pour la planification de l'action du gouvernement, il faut que celui-ci s'occupe sérieusement de la réhabilitation et de construction des routes et des ponts d'intérêts local et national ainsi que de placer l'intérêt du peuple au dessus des visées personnelles.

Etienne Kizungu Igwara Lilume
Président régional
du RADIF/Sud-Kivu

UFERI : Eviter la diabolisation des uns et la sanctification des autres!

1. Le processus de démocratisation c'est-à-dire le processus de

conquête et de l'exercice du pouvoir, par le peuple ne peut théoriquement être bloqué par personne. Mais aujourd'hui il l'est effectivement au Congo/Zaire à trois niveaux:

- Principalement le processus est bloqué par Mobutu et sa suite qui ne peuvent pas vouloir détruire leur système dictatorial. Ils empêchent le fonctionnement des Institutions de la transition et ce à cause de la situation défensive renforcée dans laquelle les travaux de la CNS (en partie), le triomphalisme et l'intransigeance de l'Union sacrée radicale et de Tshisekedi les ont placés.

- Au deuxième niveau, c'est le triomphalisme et le radicalisme de Tshisekedi et de l'Union sacrée sans moyens de leur action qui durcissent le refus de collaboration montrant ainsi qu'ils ne sont pas pour une cohabitation avec l'ordre ancien, principe pour lequel ils ont semblé opter à la CNS pourtant.

- La CNS, en impliquant l'ordre ancien la dictature dans le processus, n'a pas pu convaincre Tshisekedi et sa suite de la nécessité d'éviter l'exclusivisme, la diabolisation des uns et la sanctification des autres.

De plus l'on se demande toujours pourquoi les conférenciers, qui ont accordé à Mobutu démissionnaire depuis le 24 avril 1990 un mandat de deux ans, le diabolisent encore. Ils savaient bien qu'il était mauvais et l'ont reconduit. Etaient-ils forcés? Pourquoi? Et par qui. Sinon il y a manque de franchise dans le chef de certains conférenciers, membres de certaines plates-formes politiques qui veulent être au pouvoir par un raccourci.

2. Pour débloquent la situation il faut:

a. Opter pour la franchise politique.
b. Opter pour un processus réellement démocratique qui évite l'exclusivisme, la diabolisation des uns et la sanctification des autres en attendant le verdict populaire, les élections. De ce fait, il faut former un gouvernement réellement de large union nationale.

3. Le mandat de ce gouvernement ne peut lui permettre de réaliser qu'un programme d'urgence consistant à :

1. remettre les gens au travail et payer régulièrement les salaires.
2. stabiliser la monnaie et les prix.
3. traduire en justice les criminels politiques et économiques du Zaïre.
4. organiser le référendum, les élections à tous les échelons et installer les organes de la Troisième République qui pourra planifier son action aux fins de sortir le pays du gouffre économique et politique par la réhabilitation des infrastructures, la démocratisation de la territoriale, l'instauration de la justice, la stimulation de la production.

Birhakaheka Njinga
2ème vice-président de
l'UFERI/Sud-Kivu

PDSC: Le HCR trouvera une solution durable et populaire

1. Le processus démocratique au Zaïre est bloqué par M. Mobutu et ses acolytes. Par son refus manifeste de s'impliquer dans la dynamique du changement faisant ainsi fi des aspirations populaires pour satisfaire

ses ambitions égoïstes et ce, par tous les moyens mêmes au prix du sang de plusieurs de nos compatriotes. Ce blocage a commencé aux lendemains du 24 avril 1990, à partir du 3 mai 1990, au Palais du peuple. D'ailleurs, raison pour laquelle, le Comité directeur du P.D.S.C., dans une déclaration rendue publique le 14 juillet 1990, dit ce qui suit : " Le P.D.S.C. constate qu'à chaque intervention présidentielle, soit par le discours du 30 juin 1990, soit par la révision constitutionnelle ou le projet de loi sur les partis politiques, l'état se resserre sur l'ouverture démocratique exigée par le peuple".

2. Le PDSC, en tant que composante de l'Union sacrée radicale, a fait siennes les décisions et recommandations de la Conférence nationale souveraine. En conséquence, le P.D.S.C. se reconnaît dans les institutions de la transition issues de la CNS, dont le Haut conseil de la République. De ce fait, le P.D.S.C. ne saurait faire cavalier seul et souscrit au schéma qui sera "élaboré" par l'organe parlementaire de la transition, à savoir le HCR. Le P.D.S.C. reste confiant en la sagesse du HCR et espère qu'il trouvera une solution durable et populaire à la crise politique du moment. Cette solution devra incarner le changement souhaité par l'ensemble de la population zairoise.

3. - Sur le plan politique : Le schéma passe par plusieurs points à savoir, la préparation psychologique de la population à la démocratie (initiation et vulgarisation), la neutralité des personnes appelées à superviser les échéances électorales (cas des territoriaux...). Ainsi, les priorités seraient à mon avis :

1. L'initiation à la démocratie de toutes les couches de la population;
2. La vulgarisation très poussée des décisions et recommandations issues de la CNS ;
3. Le placement des territoriaux neutres ;
4. Le référendum constitutionnel;
5. Les élections libres et démocratiques.

Sur le plan économique: Le problème apparaît plus complexe car lié à plusieurs paramètres difficilement maîtrisables en un temps record. Toutefois, la priorité devra être accordée, à court terme, à :

1. La stabilisation de la monnaie (contrôle des recettes et dépenses de l'Etat, combat contre la fraude sous toutes ses formes essentiellement celle des matières premières, agricoles et minières, poursuite des détournements des deniers publics, gestion contrôlée de toutes les entreprises étatiques et para-étatiques assorties des sanctions appropriées...);
2. La conscientisation de la population pour qu'elle reprenne goût au travail productif ;
3. L'encouragement de la production agricole et le désenclavement des zones rurales priorité étant accordée aux zones à vocation agricole ;
4. L'encouragement de la production agricole et le désenclavement des zones rurales priorité étant accordée aux zones à vocation agricole ;
5. L'amélioration des infrastructures et des moyens de communication.

Ferdinand Chimanuka
Ntagaya Ngabo
Président provincial du PDSC /
Sud-Kivu

RSF: Il est illusoire d'entrevoir une cohabitation Mobutu-Tshisekedi

1° Le président Mobutu porte en grande partie la responsabilité du blocage de processus démocratique. Cette attitude délibérée, le chef de l'Etat l'avait toujours manifestée chaque fois que l'occasion lui était donnée de parler soit de la démocratie, soit de la CNS. Tout en s'arrogeant le droit d'auteur de la démocratie et du forum national qu'il a tenté en vain de bloquer à plusieurs reprises, il feint de s'y impliquer.

Il a concrétisé ses intentions antidémocratiques et son mépris à la veille et au lendemain des élections de Monsieur Etienne Tshisekedi comme Premier ministre (15/8/1992). Et comme l'on pouvait s'y attendre, il ne tardera pas à réagir en mettant des peaux de banane sur le chemin du cabinet Tshisekedi, notamment par :

- Le refus de reconnaître le gouvernement issu de la CNS formé selon les propres termes du président Mobutu de "ministres invertébrés".
- Le refus de libérer totalement le contrôle de la Banque du Zaïre et la mise en circulation du billet de 5.000.000 pourtant décrié par une grande majorité de la population. Cette coupure est devenue visiblement une arme politique plutôt qu'un outil économique.

-Le refus de signer la Charte de la Transition. A noter qu'ici aussi le président Mobutu affiche une attitude ambiguë et floue : tantôt il méconnaît les décisions prises par la CNS, tantôt il reconnaît malgré tout les prérogatives du HCR auquel il se réfère pour décrier la crise. Puis il demande l'harmonisation des textes juridiques (les siens et ceux de la CNS) tout en souhaitant la course vers les élections. -La signature de 2 ordonnances du 8er décembre 1992.

2° A propos des voies et moyens pour débloquent la situation de tension, deux constats méritent d'être faits:

- La tension actuelle étant une affaire de deux acteurs politiques, Mobutu et Tshisekedi, devenus des ennemis jurés et non des adversaires politiques comme on tend à le croire, il est illusoire d'entrevoir une quelconque cohabitation entre ces deux personnages. Cette démarche ne peut que prolonger la crise et entraîner le pays au désastre, à la catastrophe.
- La CNS a été dupe en accordant un sauf-conduit de 2 ans au Président Mobutu devenu moins coopératif, plus vindicatif et intolérant vis-à-vis de ses "adversaires politiques" que défenseur du peuple pris en otage par des querelles politiciennes. Cette rancœur va jusqu'à dresser quotidiennement et sauvagement une partie de l'armée devenue un chien de garde contre le peuple.

Pour sortir du tunnel, du carcan actuel:

1° Le HCR, tant qu'il exercera ses prérogatives doit établir les responsabilités de l'un et l'autre

- Le manque de franchise du président Mobutu qui entretient dans le visage politique du Zaïre un flou artistique.
- Le radicalisme, le mutisme et la lenteur, nouvelles stratégies d'Etienne Tshisekedi qui a tardé à former au moment opportun le gouvernement de large union nationale.

2° Le peuple zairois doit prendre son destin en mains. Il doit se débarrasser de la peur car il n'est plus protégé ni par Mobutu, ni par l'armée, ni même par les autres politiciens muselés et conards.

Le peuple doit maintenant refuser de se nourrir d'une lexicologie politique vide (dialogue, compromis politique, consensus, cohabitation...) et des concertations politiques stériles (Marbre, N'Sele, Gbadolite, Mbandaka) qui ne font qu'aggraver sa misère au jour le jour.

Le peuple zairois doit cesser de rêver à une quelconque intervention étrangère pour son salut, il doit d'abord compter sur lui-même comme cela fut le cas pour d'autres grandes révolutions du monde.

Dans les provinces, le peuple doit refuser de se mettre à la traîne, à la remorque de certains politiciens et autres charlatans avides de pouvoir qui nous distraient par la rumeur, le mensonge et surtout des propos séditieux.

Avant la mise en place des institutions provinciales et avant les élections, certains se sont déjà improvisés leaders, mandataires du peuple de leur quartier, tribu ou zone même sans représenter une petite opinion. Forts en gueule et champions des documents anonymes, ils se refusent de se conformer aux principes démocratiques de la tolérance et de la cohabitation en diabolisant les autres partis et leurs membres, dans doute par la hantise de la peur.

Qu'on ne s'y trompe pas, au Sud-Kivu, il n'existe pas seulement 2 partis politiques et la Société civile : il y a aussi l'UDI, le PADDECOM, l'UPE, l'UDAP, la DCF, l'UFERI, le RSF, le RADIF, le RDD, le FCN, etc.

Les acquis du Sud-Kivu à la CNS ou dans la sauvegarde de la paix ne sont pas l'affaire de quelques partis politiques ou de certains "leaders" politiques activistes. L'histoire les inscrira plutôt à l'actif de la maturité de l'ensemble des habitants de cette région.

3° les priorités d'un éventuel gouvernement de large union nationale sont :

- 1- installer rapidement les institutions de la transition afin de rétablir la concorde nationale et la paix déjà précaire,
- 2- prendre des contacts utiles et urgents avec les partenaires extérieurs afin de redonner une crédibilité à notre pays et pour soulager la misère de la population. Pour ce faire, 3 conditions à respecter : stabiliser la monnaie, stimuler le travail en honorant les engagements de l'Etat vis-à-vis des fonctionnaires et enseignants, relancer les grandes unités de production devenues moribondes.

N.B.: La précipitation des élections n'est une priorité. Le contexte socio-politique et économique n'est pas propice.

Jean-Marie Vianney
Kazunguzibwa
Président fédéral
du RSF / Sud-Kivu

APOSKI-ADE : Un démocrate n'est pas violent

1° Le blocage du processus de la démocratisation est partagé à mon avis en termes de pourcentage : 70%

(suite en page 15)